

Interview Atlantico/Jean-Sylvestre Mongrenier

Propos recueillis par Julie Mangematin

9 février 2014

Sotchi, retour de la Russie puissante : 25 ans après la chute du mur de Berlin dans quel état est l'ancien empire soviétique ? L'empire russe a-t-il vraiment retrouvé sa puissance ?

1/ Les jeux olympiques de Sotchi, suivis par la coupe de monde de football de 2018 en Russie marquent-ils le retour de l'ancien empire soviétique sur le devant de la scène internationale ?

Je commencerai par deux remarques préalables. Quand bien même l'URSS avait-elle recouvré, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, l'enveloppe spatiale de la Russie des tsars, elle ne constituait pas pour autant un empire *stricto sensu*, sauf à utiliser ce mot pour désigner tout système de domination, voire tout phénomène de puissance. Au sens traditionnel du terme, l'Empire désigne une forme d'autorité spirituelle qui transcende les souverainetés temporelles (voir le Saint Empire), l'Empereur étant un « roi des rois ». Or, l'URSS était une idéocratie fondée sur la négation de toute vraie spiritualité, le marxisme-léninisme prétendant que les activités humaines d'ordre supérieur ne sont que le simple reflet des rapports de production au sein des sociétés humaines. D'autre part, s'il y a bien des éléments de continuité entre la « Russie-Soviétique » d'avant 1991 et la « Russie-Eurasie » de Vladimir Poutine, cette dernière n'est pas continuatrice pure et simple de l'ex-URSS. Au total, quinze Etats sont issus de la dislocation de l'URSS et chacun d'entre eux, en regard de l'histoire, des données ethno-culturelles et du droit international, a sa légitimité propre. Quant à la Russie, si elle est effectivement marquée par une forme d'« ostalgie » et de dangereuses rémanences soviétiques, elle n'est pas l'URSS. Il faut raison garder.

Retour sur le plan international ? En fait, la Russie des années 1990 n'avait pas disparu de la scène. Ne serait-ce que par l'ampleur des défis soulevés par la dislocation de l'URSS, les rebondissements de la vie politique russe et le pouvoir d'empêchement de Moscou, à tout le moins d'obstruction, sur le plan international, la Russie conservait une visibilité certaine. La « transition » de la Russie post-soviétique vers la démocratie libérale et l'économie de marché était un thème important de l'époque dans les rubriques internationales et les négociations entre Moscou et le FMI étaient attentivement suivies par les médias. Au milieu des années 1990, Boris Eltsine avait même obtenu que la Russie soit associée au G-7,

celui-ci devenant alors le G-8. Des partenariats spécifiques, distincts de ceux des PECO (Pays d'Europe centrale et orientale), avaient été négociés avec l'UE et l'OTAN. C'est aussi dès le début des années 1990 que les dirigeants russes mettent en avant la notion d'« étranger proche » (1992) et sur ce thème, Eltsine admonestait son ministre des Affaires étrangères. Il ne faut donc pas exagérer l'effacement de la Russie des années Eltsine, quand bien même la propagande du Kremlin a-t-elle fait de cette période un repoussoir commode. Rappelons à ce propos que Boris Eltsine et ses proches ont mis Poutine sur orbite, ce dernier accordant une amnistie à la « famille » sitôt son élection assurée. L'actuel président russe ne s'est pas auto-engendré et il a été porté par une alliance entre des factions issues de l'ex-KGB d'une part, les « oligarques » tant honnis de l'autre.

De fait, les Jeux olympiques de Moscou ont été pensés comme la mise en scène du retour de la Russie sur la scène internationale. Si le thème est martelé par Poutine depuis le milieu des années 2000, alors que l'unité avec l'Occident sur la question du terrorisme international s'efface derrière d'autres enjeux, plus prégnants pour la direction russe : la guerre en Irak, l'élargissement à l'Europe centrale et orientale des instances euro-atlantiques (UE et OTAN), les « révolutions de couleur » en Géorgie puis en Ukraine, le déploiement à venir d'un système anti-missiles en Europe. Les « révolutions de couleur » ont été essentielles dans le processus. De ces mouvements de contestation civique contre les manipulations électorales des pouvoirs en place en Géorgie et en Ukraine, certains officiels russes ont pu dire que c'était leur « 11 septembre » ! C'est à la suite du discours de Munich (février 2007) et de la guerre russo-géorgienne (août 2008) que ce « retour » s'est fait offensif. Ces derniers mois, l'accord américano-russe sur le désarmement chimique de la Syrie (septembre 2013), puis la volte-face de Ianoukovitch et la signature d'un « partenariat stratégique » entre l'Ukraine et la Russie (décembre 2013) ont même été à l'origine de discours sur le « triomphe » de Poutine. Si l'on va au-delà des apparences (Obama hésitant, Poutine impassible), ce n'est guère évident. Au Proche-Orient, on peut se demander si la diplomatie Obama, guère empressée d'intervenir en Syrie, ne s'appuie pas sur la Russie pour « geler » cette question et se concentrer sur des défis d'une autre ampleur. Quant à l'Ukraine, il suffit de considérer la situation du pays : pressions occultes, manœuvres et coups tactiques ne font pas une victoire stratégique et politique. Le cas de l'Ukraine montre qu'il sera difficile de restaurer une domination russe sur l'« étranger proche ».

2/ Après l'effondrement de l'URSS, l'empire russe a-t-il vraiment retrouvé sa puissance ? A peine arrivés sur les lieux, les journalistes ont pu constater que seuls quatre des cinq anneaux olympiques se sont allumés lors de la cérémonie d'ouverture. Les médias s'en sont donné à cœur joie pour fustiger le manque d'hygiène et de confort des hôtels, l'opacité de l'eau du robinet... Ces critiques sont-elles seulement le reflet des préjugés des médias

occidentaux ou dénotent-elles un réel écart entre les prétentions de la Russie et ses moyens véritables ?

La question géopolitique russe requiert une analyse de type géographique qui distingue méthodiquement les ordres de grandeur et les niveaux d'analyse. Cet Etat-continent, le plus vaste à la surface de la Terre, a des ambitions mondiales. Le discours de la multipolarité tient surtout de la « polémique » anti-occidentale et les dirigeants russes raisonnent dans les termes d'un monde tripartite (dans un monde à trois, il faut être l'un des deux). Ils voient la Russie comme une puissance tierce, entre les Etats-Unis et l'Occident d'une part, la République populaire de Chine d'autre part. Ils redoutent l'écartèlement du territoire russe et de l'aire post-soviétique entre les champs d'attraction de ces deux systèmes de puissance. La possession du deuxième arsenal nucléaire mondial et leur rôle diplomatique permettent aux dirigeants russes de poser la Russie tout à la fois en rivale et en *alter ego* des Etats-Unis. Pourtant, l'activisme diplomatique (surtout marqué par des pratiques d'obstruction) et la « surface » nucléaire ne doivent pas occulter le fait que la Russie n'est pas une puissance globale d'envergure planétaire, soit une puissance première. Le budget militaire chinois est une fois et demie supérieur à la Russie et cela aura des conséquences sur le plan opérationnel.

Au niveau de l'Ancien Monde, la Russie est présentée par un certain nombre d'idéologues russes comme le « *Heartland* », un concept emprunté à Mackinder et à aux théories géopolitiques du début du XX^e siècle, pour combler le vide idéologique résultant de la déroute du marxisme-léninisme. Cette représentation géopolitique est faussement exposée comme une loi du monde, la géopolitique étant ramenée à une sorte de scientisme mêlé de géomancie (un cocktail très « dix-neuvième »). L'idée de manœuvre, selon certains discours tenus au sommet du pouvoir russe, est de jouer l'Asie contre l'Europe. Concrètement, il s'agirait de sanctionner l'UE et ses Etats membres – ceux-ci refusant le monopole de Gazprom et son instrumentalisation politique ainsi que la satellisation de l'Est européen et du Sud-Caucase -, en détournant les flux de pétrole et de gaz russes vers l'Asie-Pacifique. Pourtant, les volumes exportés ne sont en rien comparables. Aussi et surtout, le développement d'une politique active en Asie-Pacifique est limité par la faible présence humaine et économique russe à l'est de l'Oural. Enfin, les ambitions russes dans la région se heurtent à celles de la Chine, qui dispose d'une base de puissance autrement plus consistante, et aux positions solidement constituées des Etats-Unis dans le bassin du Pacifique.

In fine, l'aire privilégiée de la puissance russe demeure l'aire post-soviétique, considérée à Moscou comme son « étranger proche ». Le néo-eurasisme n'est jamais que la projection idéologique des ambitions russes dans la région et de sa volonté de regrouper autour de Moscou la plus grande partie de l'URSS, autant que faire se peut. C'est la raison d'être de l'Union douanière Russie-Biélorussie-Kazakhstan, une structure censée être élargie et transmutée en une Union eurasienne. Le projet est parfois présenté comme le cadre institutionnel d'un

eurasisme pragmatique, à visée économique et commerciale, mais il est éminemment géopolitique. Poutine veut passer à la postérité comme le restaurateur d'une sorte d'union post-soviétique, centrée sur la Russie. Pourtant, le cas de l'Ukraine montre que ce « réunisme » ne sera pas aisé. L'aire post-soviétique est un *pluriversum* géopolitique et, si certains des hommes au pouvoir dans les Etats successeurs de l'URSS sont intéressés par des garanties de sécurité, ils n'entendent pas redevenir des commissaires politiques aux ordres du « centre » moscovite. Il sera difficile d'aller au-delà du « club » de régimes autoritaires-patrimoniaux. Jusque dans l'aire post-soviétique, la Russie souffre d'une certaine solitude stratégique, ce que la reconnaissance unilatérale de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, en août 2008, a bien montré, aucun Etat de la CEI (Communauté des Etats indépendants) ou de l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai) ne la suivant sur ce chemin. Au vrai, les dirigeants russes en sont conscients et ils en tirent la conclusion suivante : puisqu'ils ne nous aimeront jamais, il faut leur faire peur.

3/ La Russie a-t-elle vraiment les moyens de son ambition ? Du point de vue économique ? Du point de vue de sa production industrielle ? Du point de vue militaire ? Diplomatique ? De sa démographie en déclin ? De l'espérance de vie de sa population ?

Dopés par l'effacement des marchés pendant les années 2000, les revenus provenant des exportations de pétrole et de gaz ont permis une forte augmentation du PIB global et du revenu *per capita*. Cette rente a été mise à profit pour désendetter le pays, ce qui est bien avisé et méritoire. Cependant, les réformes structurelles requises pour assurer un développement durable et se projeter dans le nouveau siècle n'ont pas été menées. Pour parler comme les marxistes des années 1960-1970, le système économique russe est une forme de « capitalisme monopolistique d'Etat » dans lequel la richesse et la puissance sont confisquées par les clans qui gravitent autour du Kremlin. Cet « autoritarisme patrimonial » est animé par une logique de prédation qui nuit à l'efficacité économique et les caractéristiques de ce système de pouvoir excluent toute réforme un tant soit peu ambitieuse (les hommes au pouvoir ne vont pas scier la branche sur laquelle ils sont assis). Le peu de consistance des droits de propriété dans ce système, la corruption et le déplorable climat des affaires entraînent la fuite des capitaux hors de Russie. L'an passé, la crise financière de Chypre a mis en évidence ce phénomène.

Au total, la Russie n'est donc pas une « puissance émergente » et son économie ne repose guère que sur l'exportation des produits de base, auxquels il faut toutefois ajouter les ventes d'armes et le nucléaire civil. Alors que le baril de pétrole reste à des niveaux élevés, la croissance économique russe est tombée à 1,3 % en 2013 (7 à 8 % l'an dans les années qui précèdent 2008). La situation pourrait s'aggraver avec la crise des devises des pays dits « émergents », la restriction des liquidités injectées par la Fed (la banque centrale des Etats-Unis) et ses effets révélant les

faiblesses des modèles de croissance de ces pays. Dans le cas russe, cela pourrait avoir un impact sur la vie politique. En effet, l'apathie politique russe s'explique par un contrat tacite entre la population et le système de pouvoir : les Russes acceptent le pouvoir de Poutine, pour autant que la croissance économique assure l'amélioration du niveau de vie et l'accès à la « société d'abondance ». Sur le plan de la puissance, le « système russe » repose sur une sorte de triangle entre l'énergie, l'armée et le statut international : les pétro-dollars financent les dépenses militaires qui contribuent à restaurer le rôle international de la Russie et son prestige. Aussi le fort ralentissement de la croissance économique pourrait-il menacer ce « système ». Enfin, la démographie et l'état sanitaire du pays révèlent l'ampleur des défis à relever, mais il a été décidé de baisser ce type de dépenses, au bénéfice du budget militaire.

Sur le plan militaire, précédemment évoqué, Poutine a lancé une réforme des armées, en 2008, avec pour objectifs la professionnalisation des personnels et la restauration des capacités d'intervention. En 2011, il a tranché entre les « *civilniki* » et les « *siloviki* », au bénéfice des seconds, et il a décidé un vaste programme de réarmement censé mobiliser 600 milliards de dollars d'ici 2020. L'enjeu est tout à la fois de renouveler l'arsenal nucléaire stratégique et de moderniser l'appareil militaire classique (conventionnel). Cet appareil militaire est dimensionné pour permettre des interventions dans l'« étranger proche », en cohérence avec le projet politique d'Union eurasiennne. Notons à ce propos que les sites militaires russes à l'étranger sont tous situés dans l'aire post-soviétique, à l'exception du port syrien de Tartous, seule empreinte militaire permanente dans l'« étranger lointain » (ladite base navale se résume à un bateau-atelier avec quelque 100-200 militaires et techniciens russes). Le budget militaire russe (près de 80 milliards d'euros en 2013) est conséquent et il dépasse largement celui de la France (la loi de programmation militaire prévoit 31,4 milliards d'euros par an pour la période 2014-2020). S'il faut être vigilant sur la reconstitution d'une certaine puissance militaire russe, il est nécessaire d'avoir en tête l'immensité du territoire et l'extrême longueur des frontières (plus de 20.000 km de frontières terrestres, auxquels il faut ajouter les délimitations maritimes). Dans notre âge global et hyper-technologique, l'espace géographique peut aussi être un réducteur de puissance.

4/ Les turpitudes politiques et les atteintes aux Droits de l'Homme qui agitent la Russie ne risquent-elles pas t'entacher les Jeux et d'empêcher la Russie de saisir cette occasion d'asseoir sa puissance ?

Il ne s'agit pas d'asseoir sa puissance – celle-ci dépend de forces profondes et de choix politiques dont la temporalité dépasse celui du temps imparti aux jeux de Sochi -, mais de la mettre en scène. Au plan international, on peut douter de l'efficacité de cette démonstration. Les uns sont focalisés sur le coût démesuré de ces jeux et l'impact environnemental, sur la corruption et les abus de pouvoir, sur

l'aspect mégalomane de cette entreprise ; les autres ne s'intéressent qu'à la compétition en elle-même et aux médailles olympiques, sans que cela retentisse véritablement sur leur perception et leur évaluation politique de la Russie. Alors que la Tchétchénie ne fait plus l'actualité internationale depuis plusieurs années, les jeux de Sotchi appellent à nouveau l'attention sur la situation au Caucase du Nord, cette région constituant une sorte d'« étranger intérieur », avec le repli de nombreux Russes ethniques dans les districts de Stavropol et Krasnodar. Dans les faits, depuis sa longue et difficile conquête, au XIX^e siècle, le Caucase demeure une marche incertaine et l'effervescence de cette région peut avoir des retombées sur le sud de la Fédération de Russie. Si elle est instrumentalisée par le Kremlin, la menace de l'islamisme radical n'est pourtant pas un simple thème de propagande. On se demandera simplement comment le pouvoir russe espère contenir cette menace en contribuant de manière décisive à l'anarchie de la situation en Syrie. C'est la répression sauvage de Bachar Al-Assad, soutenue à « flux tendus » par la politique russe et ses livraisons d'armes, qui a fait de la Syrie un nouveau champ de bataille du *Jihad* international.

Enfin, il conviendrait plutôt de s'interroger sur l'effet des jeux de Sotchi en Russie même, au niveau du citoyen lambda. Fierté d'accueillir un événement de ce type ou hostilité, en raison des sommes mobilisées et de l'omniprésence de la corruption ? Le pouvoir russe a une vision très limitative, voire méprisante, de l'Homme, réduit à un être de besoins. La satisfaction de ses appétits et la « fabrique du consentement » suffiraient à garantir la stabilité politique, pour autant que les « agents de l'étranger » soient tenus à l'écart (toute opposition ouverte est un acte de trahison, fomenté par l'étranger). Pourtant, les difficultés économiques, un sentiment d'enfermement - faute de réformes en profondeur et d'ouverture d'un nouvel horizon -, et ce alors même que ces jeux sont une débauche d'argent et de corruption, pourraient avoir un impact d'ordre civique. Plus probablement, les esprits pourraient se modifier en profondeur, lentement mais sûrement, dans une partie de la population. Le culte de la puissance étatique et militaire (la « *derjava* ») n'occultera pas indéfiniment les autres dimensions de la réalité vécue par les Russes. D'une manière générale, le mépris des « gens » et le sentiment d'impunité des cercles du pouvoir ne font pas une bonne politique. Le machiavélisme au petit pied n'a pas grand-chose de machiavélien.

5/ Le boycott des jeux par certains responsables européens ne risque-t-il pas de raviver les tensions entre la Russie et l'Europe ?

Pourquoi « raviver » les tensions ? Ces tensions sont de l'ordre du constat objectif, à l'instant présent et non pas dans le passé ou le futur. Nié depuis des années pour des raisons de bienséance diplomatique, il y a bien un conflit géopolitique latent entre la Russie et l'Europe. Ce n'est pas un malentendu, faute de « dialogue » (socratique ?), mais de réelles oppositions, sur des questions de fond. Les dirigeants

russes ont engagé leur pays sur une voie autre et ils refusent le modèle européen/occidental fondé sur l'Etat de droit et les libertés individuelles. N'oublions pas que Poutine a pour modèle Andropov, ambassadeur d'URSS à Budapest en 1956, maître d'œuvre de la sanglante répression sur les citoyens hongrois (qualifiés de fascistes et de nazis, comme c'est le cas aujourd'hui des manifestants ukrainiens), et chef du KGB de 1967 à 1982, avant de succéder à Brejnev. Andropov avait pour ambition de mener une politique à la Deng Xiaoping : une ouverture économique sélective et contrôlée, permettant à la nomenklatura de s'enrichir au passage, combinée à un strict verrouillage politique. La « voie russe » invoquée par le Kremlin ne doit pas occulter l'attraction que le « léninisme de marché » de la Chine populaire exerce sur les milieux dirigeants russes. Par ailleurs, la « Grande Europe » à laquelle les dirigeants russes se réfèrent – ce mot d'ordre fascinant une partie des nationalistes et souverainistes de divers pays européens -, serait le retour à une Europe écartelée par des jeux d'alliances et de contre-alliances, ce qui permettrait à la Russie de peser de tout son poids et de jouer les uns contre les autres (l'Allemagne contre la France, et *vice versa*). Ce serait plus vrai encore si la Russie parvenait à constituer un bloc de puissance dans l'« étranger proche », autour de l'Union eurasiennne projetée par Poutine. L'idéal de Poutine ? Une ex-URSS plus ou moins rassemblée par Moscou, face à une Europe politiquement fragmentée et découplée, sur le plan géostratégique, des Etats-Unis. Nous n'en sommes pas là.

Revenons sur l'opposition Russie-Europe. Du côté russe, il y a bien une volonté de puissance à l'œuvre, alimentée par le ressentiment historique et le revanchisme, ces « passions tristes » dont on ne se défiera jamais assez. Sur ce point, on s'étonnera de la facilité avec laquelle les éléments de langage de la diplomatie russe sont parfois repris, jusque dans des enceintes officielles, comme si les Occidentaux devaient s'excuser de l'avoir emporté, dans leur confrontation avec ce système totalitaire et meurtrier qu'était l'URSS. Ce faisant, la répression de masse et les millions de victimes du goulag sont oubliés ; on songe aux « âmes mortes » de Gogol. Pour « ne pas humilier la Russie », c'est-à-dire le système de pouvoir qui parle en son nom, il faudrait humilier sans vergogne tous les peuples qui, ayant souffert de la domination soviétique, s'inquiètent des rémanences du passé et des ambitions présentes des dirigeants russes. L'acceptation du discours de l'humiliation ne révèle-t-il pas une forme de nihilisme et d'inclination pour la loi du plus fort ?

Du côté européen, on ne saurait parler d'une volonté de puissance unitaire, rivale de la puissance russe. L'UE ne constitue pas une « poltie » ou une unité de puissance, mais un *Commonwealth* paneuropéen qui regroupe des Etats souverains dont les visions et les projets ne coïncident pas toujours. L'exercice « européen » consiste donc à mutualiser certaines politiques, pour les conduire au niveau communautaire, ce qui exclut une véritable logique de puissance. Aussi, dans l'affaire ukrainienne, c'est surtout l'évidence des faits et les risques induits par l'éventuelle satellisation de Kiev qui réunissent les Etats membres de l'UE, sans entente véritable cependant sur le terme final d'un accord d'association avec l'Ukraine (simple association ou étape

vers une future entrée dans l'UE ?). Plus généralement, l'UE et ses Etats membres ont de bonnes raisons de travailler en commun - en vue de pacifier et moderniser leur voisinage géographique, d'où le « partenariat oriental » -, mais il leur est difficile de dégager une politique commune à la fois cohérente, solide et réactive.

Pour résumer notre propos, il faut bannir toute fausse symétrie entre la Russie et l'UE : s'il y a volonté de puissance du côté russe, l'UE et ses Etats membres sont guidés par une logique de situation. Beaucoup souhaiteraient éviter l'épreuve de force avec Moscou mais il n'est pas possible de s'abstraire de son environnement géographique. Il n'y a pas de géopolitique sans « drames » (*drama* : action) et sans tragique.

Jean-Sylvestre Mongrenier

Chercheur associé à l'Institut Thomas More